



**Conférence de haut niveau sur:**

**L'eau pour l'agriculture et l'énergie en Afrique: les défis du changement climatique**

**Syrte, Jamahiriya Arabe Libyenne, 15-17 décembre 2008**

## **Rapport National d'Investissement**

# **TOGO**

### **RÉSUMÉ:**

Au Togo, le secteur agricole occupe une place prépondérante dans l'économie du pays. En moyenne 38% du PIB au cours des dix dernières années provient des activités agricoles. Les exploitations sont de petite taille et les systèmes de production sont extensifs et traditionnels. Les potentialités en terre ayant une aptitude à l'irrigation au Togo sont estimées à 180 000 hectares avec une superficie aménagée et équipée de 7 300 hectares utilisés pour la canne à sucre, la culture du riz et des activités de maraîchage. La plupart des 174 barrages existants sont dans un état de dégradation avancée.

La situation nutritionnelle de la population togolaise est caractérisée par une prédominance de la malnutrition protéino-énergétique et de la carence en micronutriments avec un taux de prévalence de 33%. En vue de combler le déficit alimentaire en 2007, le pays a dépensé plus que 9,59 millions \$EU pour l'importation du riz, environ 7,14 millions \$EU pour l'importation de poisson et 2,92 million \$EU pour la viande (DGSCN).

Le système hydrographique est constitué des bassins de la Volta, du Mono et du lac Togo. Les barrages ont une capacité totale de 1,743 Mm<sup>3</sup>. Les besoins en eau pour l'agriculture, qui étaient 26,5 Mm<sup>3</sup> en 2005, s'élèveront à 65 Mm<sup>3</sup> en 2010. Le Togo dispose de 2 aménagements hydroélectriques avec une capacité totale de 66,6 MW. Des efforts sont déployés par le pays pour réaliser la gestion concertée des eaux internationales avec les pays voisins.

Au Togo, la production agricole, se faisant principalement en cultures pluviales, dépend des aléas climatiques. Le régime d'alimentation hydrique des plantes, perturbé par le changement climatique entraîne une importante baisse de productivité qui s'accompagne d'une flambée des prix des produits agricoles sur les marchés locaux. L'Etat envisage de mettre en œuvre des éléments de politique environnementale et sectorielle.

Pour faire face aux défis importants en matière de lutte contre la pauvreté et d'insécurité alimentaire, l'Etat togolais a engagé depuis 2005 une série de réformes institutionnelles dans un contexte caractérisé par la faiblesse des performances macroéconomiques et un manque de mobilisation des ressources publiques pour le financement du développement.

L'enveloppe d'investissement est de 107,28 millions de \$EU dont 59,20 pour le court terme et 48,08 millions \$EU pour le moyen terme.

## 1. CONTEXTE

### 1.1 AGRICULTURE ET SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

#### Agriculture

La superficie totale du pays est de 56 790 km<sup>2</sup> dont 46,3% sont cultivés. La population était de 6,14 millions d'habitants en 2005. En 2007, le PIB est 2 493 millions \$EU soit 379 \$EU par habitant. Le secteur agricole occupe une place prépondérante dans l'économie togolaise puisqu'il fournit plus de 20% des recettes d'exportation et fait vivre 57% de la population active. Les activités agricoles représentent 45,3% du PIB (produits vivriers 26%, production de rente 3,4%, produits d'élevage 5,1%, produits de pêche et d'aquaculture 1,4% et production sylvicole 2,1%) et sont considérées comme étant les principales sources de croissance économique du pays. La crise socio politique intervenue au début des années 1990 et la dévaluation du Francs CFA de janvier 1994 ont compromis le programme de développement agricole entrepris, affectant ainsi les conditions de vie des populations rurales.

La production agricole est par ailleurs largement tributaire des aléas climatiques et les exploitations sont de petite taille (en moyenne 2ha). Les systèmes de production sont extensifs et traditionnels et comprennent le système pastoral, le système agropastoral (système prédominant sur l'ensemble du territoire) et le système agricole. L'élevage est caractérisé par un système familial de type traditionnel. La faible mobilisation des ressources productives, l'accroissement insuffisant de la productivité agricole et la faible diversification des revenus expliquent la persistance de l'insécurité alimentaire et économique au niveau des ménages ruraux.

#### Irrigation et contrôle de l'eau

Le Togo dispose de 3,4 millions d'hectares de terres cultivables, soit 60% de la superficie totale du pays. La superficie effectivement cultivée est évaluée à 46% de cette surface. Les potentialités en terre ayant une aptitude à l'irrigation sont estimées à 180 000 hectares avec une superficie aménagée estimée 7 300ha dont 86% sont équipés. Sur les 1 247 ha considérés comme effectivement irrigués, 933 ha sont plantés en canne à sucre. Le périmètre rizicole de Mission Tové est exploité sur 247 ha. Des activités de maraîchage utilisent l'eau des puits ou des cours d'eau. La superficie de bas fonds équipés est estimée à environ 5 000 ha. Il existe environ 174 petits barrages dont la plupart sont dans un état de dégradation avancée.

L'irrigation de surface est largement pratiquée mais l'irrigation localisée et par aspersion sont aussi connues. L'agriculture et l'élevage utilisent essentiellement les eaux de surface et les cultures maraîchères utilisent les eaux souterraines.

S'agissant du mode de gestion de l'eau, l'absence de politique claire fait qu'il y a manque de coordination entre de nombreux intervenants. A part le périmètre de Mission Tové qui est géré par les irrigants, des comités d'eau sont créés au niveau des villages pour suivre l'exploitation des point d'eau (forages, barrages).

#### Sécurité alimentaire

Au Togo, la production vivrière nationale demeure insuffisante, elle est complétée chaque année par des importations de produits céréaliers (blé et riz). En effet, sur la période 1997-2005, le bilan céréalier a été déficitaire pour les années 1998, 2001, 2004 et 2005 où les taux de couverture en besoins alimentaires ont été respectivement de 97, 94, 96 et 97%. Les excédents des productions cérésières les plus significatifs ont été enregistrés en 1997, 1999, 2002 et 2203 avec respectivement des taux de couverture de 104, 105, 103 et 102%.

Les données du WFS indiquent qu'une personne sur quatre est considérée comme sous alimentée, l'apport énergétique par personne est de 2300 kcal. La couverture des besoins en tubercules et légumineuses est largement assurée. Par contre, le taux de couverture des besoins en produits d'élevage est très déficitaire. Il est de l'ordre de 70% et la consommation est estimée à 7kg de viande et abats par habitant, contre une norme de 12kg/habitant/an.

La situation nutritionnelle de la population togolaise est caractérisée par une prédominance de la malnutrition protéino-énergétique et de la carence en micronutriments. En effet, la prévalence de la sous alimentation, estimée à partir des données alimentaires du Questionnaire d'Enquête sur les Indicateurs de Base de Bien Etre (QUIBB) réalisé en 2006, était de 33% avec une population de personnes sous alimentées d'environ 1,7million. Par ailleurs, selon les données du QUIBB, environ 25% des enfants de moins de 5 ans ont une insuffisance pondérale, 30% ont des retards de croissance

et 10% sont émaciés. Cette situation montre que le Togo ne pourra pas atteindre les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) d'ici 2015.

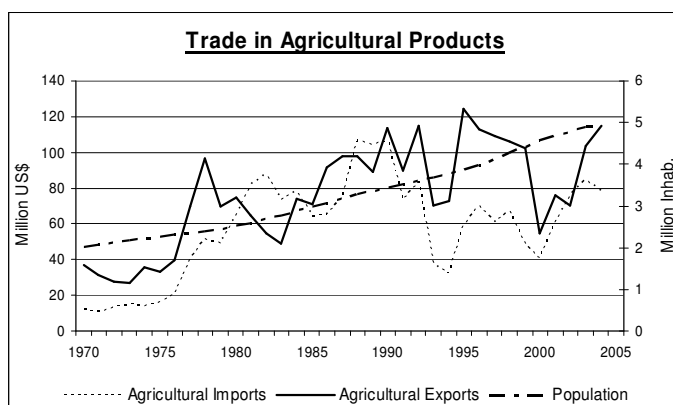
### **Balance commerciale agricole**

Les principaux produits du Togo sont les céréales (maïs, sorgho, mil, riz), les tubercules (igname et manioc), les légumineuses (haricot, arachide) et les cultures d'exportation (coton, café et cacao). L'une des missions de l'agriculture togolaise est de contribuer à l'entrée des devises. C'est ce qui explique la balance commerciale positive des valeurs d'exportation et importation des produits agricoles des années 2006 et 2007 présentée dans le tableau ci-dessous.

**Tableau : Situation de la balance commerciale des produits agricoles du Togo pour les deux dernières années (2006 et 2007)**

ANNEES	2006		2007	
	VALEUR (\$EU)	QUANTITÉ (T)	VALEUR (\$EU)	QUANTITÉ (T)
Exportation	60.388.731	41.442.195	39.153.179	31.349.495
Importation	21.109.498	89.256.678	24.981.854	70.222.695
Balance	39.279.946	-47.814.483	14.171.324	-38.873.200

Source : Direction Générale des Statistiques et de la Comptabilité (DGSC)



Les cultures d'exportation (le coton, le café et le cacao) contribuent à elles seules 20% des recettes d'exportations. La balance commerciale des quantités de produits agricoles exportés et importés est négative. Ceci s'explique par le fait que la propension du pays à l'autosuffisance est négative, d'où l'insécurité alimentaire qui sévit au Togo. En vue de combler le déficit alimentaire, le Togo importe annuellement 30 000 têtes bovines, 40 000 têtes de petits ruminants, un million de volailles et près de 10 000 tonnes de viande. En 2007, le

pays a dépensé plus de 9,52 millions \$EU pour l'importation du riz (38% des importations), environ 7,14 millions \$EU pour l'importation de poisson et 2,92 millions \$EU pour la viande (DGSCN).

## **1.2 RESSOURCES EN EAU ET HYDROÉLECTRICITÉ**

Le système hydrographique togolais est constitué de trois bassins principaux, à savoir : le bassin de la Volta qui draine sur 26 700 km<sup>2</sup> les principaux fleuves (Oti, Kara, Mò), le bassin du Mono qui draine sur 21 300 km<sup>2</sup> les principaux fleuves (Mono, Anié, Amou) et le bassin du lac Togo sur 8 000 km<sup>2</sup> avec ses principaux fleuves: le Zio et le Haho. Deux grandes formations hydrogéologiques se partagent les eaux souterraines: le socle (couvrant 94% du pays) et le bassin sédimentaire côtier. Les précipitations apportent 66,3 km<sup>3</sup> (valeur de 2007).

Les ressources en eau renouvelables réelles totales sont de 14,7 km<sup>3</sup>/an. Les prélèvements en eau s'élevaient à 153 millions de m<sup>3</sup> en 2002, la quantité d'eau utilisée dans l'agriculture s'élève à 76 millions de m<sup>3</sup> (45% du total), dont 46 millions pour l'irrigation et 30 millions pour l'élevage. Les ménages consomment 52% des prélèvements et l'industrie et les mines 3%.

Les 174 barrages et retenues d'eau recensés ont une capacité totale de 1,743 Mm<sup>3</sup>. Le Togo et le Bénin, à travers un accord et un Code Béninois-Togolais de l'électricité, ont créé un Etablissement Public dénommé la Communauté Electrique du Bénin (CEB). Cet accord, signé le 27 juillet 1968, confère à la CEB le monopole de production, de transport et d'importation/exportation en haute tension de l'énergie électrique sur les territoires Béninois et Togolais. A ce jour, le Togo dispose de 2 aménagements hydroélectriques à Kpimé (près de Kpalimé) et à Nangbéto avec des capacités respectivement de 1,6MW et 65 MW. La quantité d'eau turbinée annuellement est de l'ordre de 13 Mm<sup>3</sup>/an. Les barrages de Nangbeto et d'Adjarala (étude déjà terminée) sont à but hydro-agricole. Au total 39 sites ont été répertoriés dont 23 présentent un potentiel supérieur à 2 MW. Par ailleurs, des efforts sont déployés par le Togo pour réaliser la gestion concertée des eaux internationales avec les

pays voisins. C'est dans ce cadre que le Togo et le Benin entrevoient la réalisation du Projet d'Adjarala par la CEB et ses partenaires pour un montant de 378,571 millions \$EU d'ici 2015.

### **1.3 CHANGEMENT CLIMATIQUE**

D'une manière générale la production agricole au Togo, se faisant essentiellement en cultures pluviales, dépend des précipitations. La détérioration du climat s'accompagne d'un décalage des saisons avec une réduction de la durée des périodes humides, une hausse de l'évapotranspiration et un dessèchement accru des sols. Le régime d'alimentation hydrique des plantes ainsi perturbé entraîne une importante baisse de productivité. Une bonne partie des terres humides (bas-fonds, plaines alluviales, etc.), zone de prédilection pour la culture de riz et de la canne à sucre, se dessèche et fait régresser la culture de ces plantes. C'est dans ces conditions que le Togo est obligé d'importer massivement les produits agricoles (riz et blé) et d'engager ainsi de fortes dépenses de devises étrangères. Les cultures vivrières et plus particulièrement le maïs et le mil, base de l'alimentation de la population, connaissent une baisse de productivité qui s'accompagne d'une flambée des prix des produits agricoles sur les marchés locaux. Cette baisse de productivité entraîne un manque à gagner qui, sur le plan national, est estimé à 12 milliards de FCFA à l'horizon 2025. L'impact du réchauffement sur l'élevage est moins sévère que sur les cultures. Cependant, la valeur nutritive du fourrage pourrait diminuer et entraîner une réduction de la résistance des troupeaux aux maladies.

Dans le but d'atténuer les effets du changement climatique, le Gouvernement envisage de mettre en œuvre des éléments de politique environnementale et sectorielle, notamment : l'utilisation rationnelle du bois-énergie, la construction du gazoduc de l'Afrique de l'Ouest, l'aménagement du barrage d'Adjarala, la collecte des eaux de pluies, les pratiques culturelles durables en agriculture, l'entretien et l'utilisation rationnelle des ressources forestières, l'établissement des cartes de zones des risques.

## **2. STRATÉGIES NATIONALES POUR L'EAU, L'AGRICULTURE ET L'ÉNERGIE**

### **2.1 CONTEXTE POLITIQUE**

Pour faire face aux défis importants en matière de lutte contre la pauvreté et d'insécurité alimentaire, l'Etat togolais s'est engagé depuis 2005 dans une série de réformes institutionnelles, eu égard au contexte caractérisé par une faiblesse des performances macroéconomiques et en matière de mobilisation des ressources publiques pour le financement du développement. En effet, l'Etat togolais a élaboré des stratégies sectorielles visant à assurer la réalisation des OMD d'ici 2015. Il s'agit notamment de la lutte contre la pauvreté, l'amélioration des conditions de vie des populations à travers l'accès à l'eau et l'assainissement de base, la promotion des secteurs sociaux (éducation, santé). Les stratégies et politiques ci-après ont été élaborées dans le domaine de l'agriculture et de l'eau :

- La Stratégie Nationale de Développement à long terme basée sur les objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD), validée en mai 2007 constitue le cadre de référence pour toutes les futures politiques et interventions de l'Etat et des acteurs au développement.
- La Stratégie de Réduction de la Pauvreté (DSRP-intérimaire) du Togo adoptée en janvier 2008 représente la déclinaison à moyen terme de la « Stratégie de Développement à long terme axée sur les OMD ». Elle repose sur trois axes stratégiques qui sont : l'amélioration de la gouvernance politique et économique, la consolidation de la relance économique et la promotion du développement durable, le développement des secteurs sociaux, des ressources humaines et de l'emploi.
- Dans le domaine de l'agriculture et du développement rural, les stratégies prioritaires à mettre en œuvre afin de réduire de moitié la population souffrant de la faim et de la malnutrition à l'horizon 2015, visent à : améliorer la productivité agricole, le niveau d'accès des groupes vulnérables aux aliments de qualité, le niveau nutritionnel de la population vulnérable et à promouvoir des activités génératrices de revenus en milieu rural.
- La Note de Politique Agricole du Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche (MAEP) adoptée en 2006 vise à actualiser la déclaration de politique de développement agricole du pays et est axée sur (i) le renforcement du cadre légal et institutionnel ; (ii) la

structuration du monde rural et professionnel de l'agriculture ; (iii) l'amélioration durable de l'accès aux ressources productives.

- La Politique Nationale de l'Environnement (PNAE) adoptée en juin 97 définit les orientations de la politique du Gouvernement en matière d'environnement.
- La Politique Nationale en matière d'approvisionnement en eau et assainissement en milieu rural et semi-urbain (AEPA) qui concerne l'accès à l'eau potable et à l'assainissement.

Dans le domaine de l'énergie, la Stratégie Nationale de Développement à long terme basée sur les OMD consiste à fournir un accès aux services énergétiques modernes à toutes les communautés rurales au niveau local. A cet effet, le PNUD/FEM a initié un projet régional concernant dix pays de l'Afrique sud saharienne dont le Togo. Au cours de ce projet, vingt sites hydroélectriques feront l'objet d'une étude de pré-faisabilité. Parmi les vingt sites, cinq feront l'objet d'études de faisabilité dont un sera réalisé en centrale hydroélectrique comme pilote. Le financement total du projet au Togo sera 2 585 000 \$EU. Par ailleurs le Togo, avec l'aide de ses partenaires, cherchera les financements pour les études et réalisation des micros hydroélectricités pour un montant de 363.350. 000 \$US.

## 2.2 ENVELOPPE D'INVESTISSEMENT

L'enveloppe d'investissement pour le court (2008-2010) et moyen (2010-2015) termes est présentée dans le tableau ci-dessous et exprimée en millions de dollars EU. Elle a été établie sur la base du PDDAA du NEPAD, du programme triennal d'investissement public (PIP) autres exercices de projection des besoins en investissement. S'agissant des investissements à long terme, le Togo a élaboré un document de Stratégie Nationale de Développement à Long terme basé sur les OMD, mais il n'ya pas de données chiffrées à part celles relatives aux grands projets hydroélectriques.

Échelle de temps	Type d'investissement (millions US\$)			
	Contrôle de l'eau à petite échelle	Réhabilitation des grands périmètres	Grands projets hydrauliques	Total
Court terme	56	1,70	1,50	59,20
Moyen terme	46,80	0,20	1,08	48,08
Long terme	-	-	-	-
Total	102,80	1,90	2,58	107,28

Sources: Programme triennal d'Investissement Publique(PIP) 2008-2011- Programme Intérimaire d'Actions Prioritaires(PIAP)-2008-2010

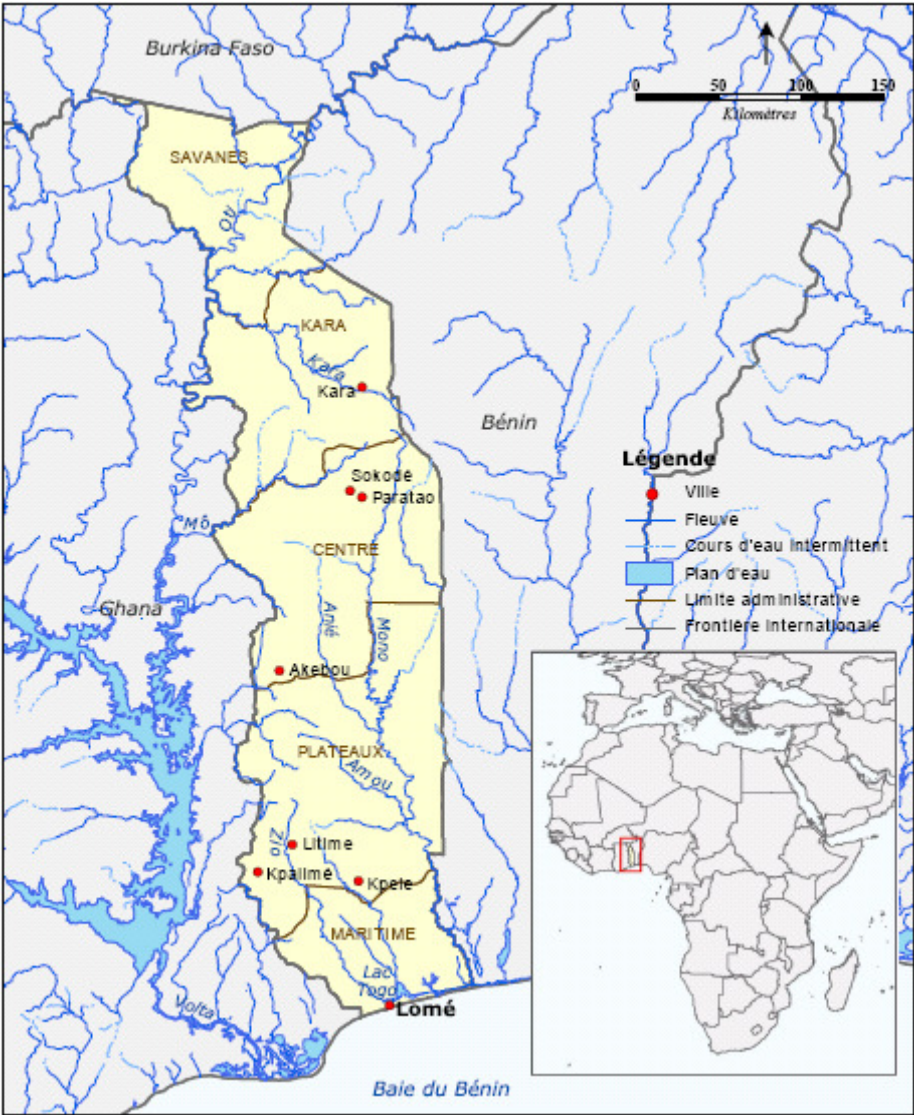
## 2.3 PORTEFEUILLE DE PROJETS

Le Togo fait face à un contexte caractérisé par une faiblesse des performances macroéconomiques et en matière de mobilisation des ressources publiques pour le financement du développement. La situation difficile des finances publiques a érodé les ressources consacrées aux services publics de base notamment l'agriculture. Les Projets et programmes élaborés pour le financement du développement rural concernent essentiellement la lutte contre la pauvreté, l'insécurité alimentaire et le développement des ressources en eau. Le portefeuille des projets présenté dans le tableau ci-après concerne essentiellement le développement des ressources en eau. Les perspectives de projets concernent les réhabilitations de périmètres, la création de retenues essentiellement tournées vers la mise en valeur des ressources en eau dont le montant global n'atteint pas les investissements prévus dans le PDDAA.

## PROFILS DE PROJETS (EN COURS OU EN PROJET)

Titre du projet	Partenaire financier	Période	Budget total	Description
<b>I. PROJETS RÉCEMMENT ACHEVÉS</b>				
Projet d'Appui à la gestion et à la maîtrise de l'eau (PAMGE)	FAO	2000-2003	376 000 \$EU	Réhabilitation des puits équipés de pompes
Projet de Développement Intégré dans la Région des Savanes (PDRI)	PNUD	2005-2008	1,08 millions \$EU	Aménagement des bas fonds, renforcement des capacités des producteurs
Projet d'Aménagement et mise en valeur des bas fonds	FAO	2002-2004	376 000 \$EU	Intensification de la production vivrière à travers des techniques de maîtrise de l'eau
<b>II. PROJETS EN COURS</b>				
Programme National pour la Sécurité Alimentaire	FAO, Libye		Fonds engagés : 0,1 million \$EU	
Projet d'Aménagement et Réhabilitation des Terres Agricoles dans la zone de Mission Tové (PARTAM)	BADEA	2005-2010	11,9 millions \$EU	Mise en place des zones d'Aménagement Planifié (ZAP)
Projet d'Aménagement hydro-agricole de la Vallée du Fleuve Mono (PBVM)	BADEA	2005-2010	11,9 millions \$EU	Mise en valeur de la vallée du Mono
<b>III. PROJETS EN VOIE DE FINANCEMENT ET IDEES DE PROJETS</b>				
Actions pilotes de restauration et protection des écosystèmes de la région de la Kara pour la concrétisation des efforts de lutte contre la désertification dans la zone septentrionale aride du Togo	Etat	2008-2010	13 millions \$EU	Lutte contre la désertification par les actions d'aménagement et restauration des Flancs des montagnes
Préparation de l'étude de la mise en valeur de la vallée de l'Oti	Etat	2013-2017	119 047 \$EU	Aménagement et mise en valeur pour la riziculture
Projet de développement intégré de la plaine de Mo			59.523 millions \$EU	Aménagement de la plaine de mô.
Création des retenues d'eau	Etat	2010-2014	239 millions \$EU	Construction de retenues d'eau, réhabilitation des retenues d'eau existantes
Projet de valorisation des bas-fonds et retenues d'eau dans les régions des Savanes, Kara et Plateaux	FAO-NEPAD, Gouvernement, Institution(s) de financement, Bénéficiaires	5 ans	12,3 millions \$EU	Le projet comprendra quatre composantes principales : (1) Organisation et renforcement des capacités des acteurs locaux et exploitants agricole ; (2) Aménagements et mise en valeur des bas-fonds ; (3) Appui à la transformation et à la commercialisation des produits ; (4) Unité de gestion du projet.
Etude pour la conservation, l'aménagement et la gestion durable de la biodiversité des montagnes dans les régions septentrionales du Togo	OIBT	5 ans	35 millions \$EU	Aménagement et mise en valeur des flancs des montagnes

ANNEXE 1: CARTE DU CONTRÔLE DE L'EAU AU TOGO:



## ANNEXE 2: STATISTIQUES NATIONALES

<b>Pays et population</b>											
Superficie du pays	2005	5679	1000 ha								
Superficie cultivée en % de la superficie totale du pays	2005	46.3	%								
Population totale	2006	6145	1000 habitants								
▪ dont rurale	2005	64	%								
Population active dans le secteur agricole	2005	1485	1000 habitants								
▪ en % de la population active	2005	57	%								
▪ féminine	2005	42	%								
▪ masculine	2005	58	%								
<b>Economie et développement</b>											
Produit intérieur brut (PIB)	2007	2493	Millions US\$/an								
▪ valeur ajoutée du secteur agricole (% du PIB)	2006	45.30	%								
▪ PIB par habitant	2007	379	US\$/an								
<b>Accès aux sources améliorées d'eau potable</b>											
Population totale	2006	59	%								
Population urbaine	2006	86	%								
Population rurale	2006	40	%								
<b>L'eau: ressources et prélèvement</b>											
Précipitations moyennes	2007	66.3	109 m3/an								
Ressources en eau renouvelables réelles totales	2007	14.7	109 m3/an								
Indice de dépendance	2007	21.8	%								
Ressources en eau renouvelables réelles totales par habitant	2007	2392	m3/an								
Capacité totale des barrages	2000	1.711	109 m3								
Prélèvement total en eau	2002	0.169	109 m3/an								
▪ en % des ressources en eau renouvelables réelles totales	2002	1.15	%								
<b>IRRIGATION ET DRAINAGE</b>											
Potentiel d'irrigation	2007	180	1000 ha								
<b>Contrôle de l'eau</b>											
Superficie totale équipée pour l'irrigation	1996	7.300	1000 ha								
▪ en % de la superficie cultivée	1996	0.30	%								
▪ augmentation par an		0.7	%								
▪ superficie irriguée par pompage en % de la superficie équipée			%								
▪ partie de la superficie équipée réellement irriguée	1996	86	%								
Marais et bas-fonds cultivés non équipés	1996	0.000	1000 ha								
Superficie en cultures de décrue non équipée	1996	0.000	1000 ha								
Superficie totale avec contrôle de l'eau	1996	7.300	1000 ha								
▪ en % de la superficie cultivée	1996	0.3	%								
▪ superficie drainée en % de la superficie cultivée			%								
<b>Périmètres en maîtrise totale/partielle</b>											
Périmètres d'irrigation de petite taille (<ha)			1000 ha								
Périmètres d'irrigation de taille moyenne ( - ha)			1000 ha								
Périmètres d'irrigation de grande taille (>ha)			1000 ha								
<b>Cultures irriguées</b>											
Riz	2005	0200	1000 ha								
Canne à sucre	2005	0.900	1000 ha								
Autres cultures annuelles (cultures maraîchères)	2005	1.000	1000 ha								
<b>INDICATEURS ÉNERGÉTIQUES</b>											
Production d'énergie	2005	1.59	Mtep								
Importations nettes	2005	0.42	Mtep								
Approvisionnement total d'énergie primaire (ATEP)	2005	1.99	Mtep								
▪ ATEP par habitant	2005	0.32	tep/capita								
▪ ATEP/PIB	2005	1.33	tep/mille 2000 US\$								
▪ ATEP/PIB (PPA)	2005	0.24	tep/mille 2000 US\$ PPA								
Consommation d'électricité (CE)	2005	0.59	TWh								
▪ CE par habitant	2005	96	kWh/capita								
<b>APPROVISIONNEMENT D'ÉNERGIE PRIMAIRE (ANNÉE)*</b>											
	Charbon	Gaz	Pétrole brut	Produits pétroliers	Hydraulique	Autres Renouvelables et perte	Autres	TOTAL			
Production	0	0	0	0	6	1584	0	1590			
Importations	0	0	0	502	0	0	42	544			
Exportations	0	0	0	-119	0	0	0	-119			
Soutes maritimes internationales	0	0	0	-3	0	0	0	-3			
Stocks	0	0	0	-18	0	0	0	-18			
<b>Approvisionnement total d'énergie primaire</b>				0	0	0	362	6	1584	42	1994

\*Mille de tonnes d'équivalent pétrole (kep) sur une base nette de valeur calorifique.

## RÉFÉRENCES

- AQUASTAT – Système d’information de la FAO sur l’eau et l’agriculture.  
<http://www.fao.org/nr/water/aquastat/main/index.stm>
- NEPAD, FAO. 2004. National Medium Term Investment Programme.  
<ftp://ftp.fao.org/docrep/fao/007/ae415e/ae415e00.pdf>
- The commercial import/Trade and Food Security (TFS) database, FAOSTAT, 2004.  
<http://faostat.fao.org/site/342/default.aspx>
- Programme Alimentaire Mondiale (PAM) des Nations Unies : Impact de la hausse des prix  
<http://www.wfp.org>
- Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) : Lutte contre la flambée des prix  
<http://www.uemoa.int/index.htm>
- PNUD :Plan d’ Action du Programme du Pays(PAPP) 2008-2012  
<http://www.tg.undp.org/undptogo/index.htm>
- Togo : Data and statistics  
<http://www.worldbank.org/banquemondiale/themes/crise-alimentaire/>
- Togo : Données statistiques  
<http://web.worldbank.org>
- Togo : La sécurité alimentaire ; Données statistiques  
<http://www.unicef.org>
- TOGO- Monitoring Progress towards hanger reduction goals of the World Food Summit (WFS) and the Millennium Declaration (MD)  
[http://www.fao.org/ES/ess/mdg\\_kit/cy\\_level.asp#07](http://www.fao.org/ES/ess/mdg_kit/cy_level.asp#07)
- AQUASTAT FAO- EAU TERRES ET EAU, Système d’information de la FAO sur l’eau et l’Agriculture  
<http://www.fao.org/nr/water/aquastat/countries/togo/indexfra.stm>
- Communication nationale du Togo. Convention cadre des Nations Unies sur les changements climatiques. Novembre 2001  
[http://unfccc.int/national\\_reports/non-annex\\_i\\_natcom/items/2979.php](http://unfccc.int/national_reports/non-annex_i_natcom/items/2979.php)
- Appui à la mise en œuvre du PDDAA du NEPAD. TOGO : Programme National d’Investissement à moyen terme (PNIMT). Stratégie Nationale pour la Sécurité Alimentaire et le Développement Agricole – HORIZON 2015  
[http://www.fao.org/tc/tca/nepad/caadp\\_country.asp?from=nmtip&iso3=TGO&lang=fr](http://www.fao.org/tc/tca/nepad/caadp_country.asp?from=nmtip&iso3=TGO&lang=fr)
- Direction Générale de la Statistique et de la Comptabilité (DGSC). Enquête MICS-Rapport final. Enquête QUIBB-Rapport final  
<http://www.stat-togo.org>